

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ILENERGIE Mont de Terre

37 avenue du Maréchal De Lattre
de Tassigny - BP 38
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : 2025_Ilenergie_Lille_RAPVI_0007001214
Code AIOT : 0007001214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement ILENERGIE Mont de Terre implanté Pont de Tournai - Mont de Terre 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2025 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ILENERGIE Mont de Terre
- Pont de Tournai - Mont de Terre 59000 Lille

- Code AIOT : 0007001214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ILENERGIE exploite sur le territoire de la commune de Lille une chaufferie urbaine. Son activité relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et, en particulier pour la rubrique 2910-A.1 : Les installations de combustion sont les suivantes :

- 1 générateur d'eau surchauffée alimenté au charbon (44,4MW) (cessation d'activité déclaré à la date de la visite d'inspection - voir points de contrôle ci-dessous)
- 6 générateurs d'eau surchauffée alimentés au gaz naturel (88,68 MW)
- 1 centrale de cogénération (110 MW) avec turbine à gaz (LM 6000) ;
- 1 centrale de cogénération (36 MW) avec turbine à gaz (Mars100) ;
- 1 groupe électrogène d'alimentation en secours de la centrale (1,5 MW)

Un dispositif de limitation de puissance limite toutefois la puissance thermique nominale maximale à 265,8 MW en toutes circonstances (système de 9 emplacements pour 8 clés).

Le réseau de chaleur de la MEL est alimenté principalement par l'unité de valorisation énergétique située à Halluin (CVE). La chaufferie Mont de Terre est la principale unité de production de chaleur du réseau de Lille. Son fonctionnement est conditionné par le point d'équilibre du réseau, qui dépend des besoins en chaleur du réseau et de la puissance apportée par le CVE.

Le réseau de chaleur de Lille sert lui-même de source d'énergie primaire aux réseaux secondaires comme le réseau de Villeneuve-d'Ascq. La chaleur en provenance du CVE ou des chaufferies est envoyée vers des postes d'échange thermique via un maillage de canalisations souterraines. Ces postes d'échanges thermiques distribuent ensuite la chaleur aux bâtiments raccordés.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exploitation et contrôle des appareils de mesures	Arrêté Préfectoral du 09/01/2016, article 9.2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Contrôle périodique des émissions	Arrêté Préfectoral du 09/01/2016, article 9.2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Chaudière	Arrêté Préfectoral du 04/01/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Charbon	article 3	
3	Installations fonctionnant moins de cinq cents heures d'exploitation par an	Arrêté Préfectoral du 09/01/2016, article 9.2.1.3	Sans objet
5	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pu réaliser le contrôle périodique de ses rejets pour des raisons indépendantes de sa volonté. Il a fourni les éléments permettant de garantir la réalisation de ces mesures en février 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Chaudière Charbon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2016, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle Chaudière Charbon
Prescription contrôlée : La chaudière fonctionnant au charbon est mise à l'arrêt dès lors qu'elle a atteint 17 500 heures d'exploitation et en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2023.
Constats : L'exploitant a déclaré la cessation d'activité de la chaudière charbon par courrier du 16/11/2023. Conformément au R.512-39-1-I., il a déposé le 24/01/2024 un dossier ref KANO.23.690 - RESONOR - Site Mont de Terre - Mémoire de cessation partielle d'activité - V3 pour répondre au R.512-39-1-II. Ce dossier a été complété le 4/11/2024 par les ATTES-SECUR et ATTES-MEMOIRE conformément aux articles R.512-39-1-III et R.512-39-2 du code de l'environnement. L'ATTES MEMOIRE indique dans sa conclusion "Atteste, sans réserve, de l'adéquation des mesures proposées par l'exploitant pour la réhabilitation du site."
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation et contrôle des appareils de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2016, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, AST, QAL 2 et QAL 3
Prescription contrôlée :

I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. » « II. Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé. La procédure QAL 2 est renouvelée :
- tous les cinq ans ; et - dans les cas suivants :

- dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou
- après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) : ou
- après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).

Constats :

Seule la turbine MARS 100 est soumise à la procédure QAL2. La turbine LM6000 n'a pas fonctionné en 2025. Cette turbine ne fonctionne que pour assurer la sécurité du réseau national d'électricité. Les chaudières ne sont pas soumises à une surveillance en continu des rejets car elle sont pourvues d'une puissance inférieure à 15 MW.

La dernière procédure QAL2 a été réalisée en 2020 pour cette installation.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la procédure QAL2 et les mesures réglementaires de comparaison n'ont pu être réalisées la semaine 47, du 17 au 21 novembre, comme initialement prévu. Ces analyses ainsi que le QAL2 ont été reportés à la S6 2026 soit du 02 au 06 février 2026.

Il a fourni à l'appui de ce report le courriel de son prestataire indiquant que le technicien devant réaliser ces opérations a eu un accident personnel et que les plannings denses et bouclés ne permettaient pas de reporter ces mesures d'ici la fin d'année.

Il a également communiqué à l'Inspection le bon de commande de cette prestation et les dates de report de ces prestations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira dès réception le rapport QAL 2 pour la mars 100.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Installations fonctionnant moins de cinq cents heures d'exploitation par an

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2016, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, QAL 2
Prescription contrôlée : <p>III. Pour les installations fonctionnant moins de cinq cents heures d'exploitation par an, la procédure QAL 2 peut être adaptée en effectuant uniquement cinq mesurages en parallèle entre la SRM (méthode de référence) et l'AMS (système de mesure automatique d'autosurveillance). Les mesures obtenues en injectant les gaz de zéro et de sensibilité sur l'AMS sont pris en compte pour la détermination de la droite d'étalonnage. La réalisation du test annuel de surveillance peut également être remplacée par une comparaison des mesures en continu issues des analyseurs et de celles issues des contrôles visés au IV du présent article.</p>
Constats : <p>La turbine LM6000 n'a pas fonctionné en 2025. Cette turbine ne fonctionne que pour assurer la sécurité du réseau national d'électricité. Elle rentre dans la définition des appareils destinés aux situations d'urgence définies par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2028.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant profitera du porter à connaissance d'extension de ses activités pour faire le point sur le statut de chacune de ses installations de combustion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle périodique des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2016, article 9.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des émissions
Prescription contrôlée : <p>IV. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues au présent article par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p>
Constats : <p>voir point de contrôle 1 QAL 2</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira dès réception le rapport de mesure comparative pour l'installation mars 100.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.6		
Thème(s) : Risques chroniques, VLE		
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de températures (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); à une teneur en O ₂ précisée dans le tableau ci-dessous;		
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	chaudière gaz	Turbines à gaz
concentration en O ₂ de référence	3%	15%
poussières	5	10
SO ₂	35	10
NO _x	100	50
CO	100	85
COVNM	50	-
HAP	0.01	0.1
Constats : Les VLE prises en compte par l'exploitant dans le suivi de son installation (procédure Listing des		

contrôles réglementaires et fréquence de réalisation associée RESONOR MDT - S00165082K) sont conformes à son arrêté préfectoral et aux arrêtés ministériels du 3 aout 2016, article 14 pour les turbines et article 10 pour les chaudières.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communique à l'Inspection les résultats du QAL 2 et des contrôles réglementaires dès réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite